

Une réflexion chrétienne sur le changement climatique

Implications du changement climatique sur les styles de vie et les politiques européennes

«En effet, il ne s'agit pas seulement de trouver des techniques qui préviennent les dommages, même s'il est important de trouver des énergies alternatives, entre autres. Mais tout cela ne sera pas suffisant si nous-mêmes ne trouvons pas un nouveau style de vie, une discipline faite également de renoncements, une discipline de la reconnaissance des autres, auxquels la Création appartient autant qu'à nous qui pouvons en disposer plus facilement; une discipline de la responsabilité à l'égard de l'avenir des autres et de notre propre avenir, parce que c'est une responsabilité devant Celui qui est notre Juge et en tant que Juge est Rédempteur, mais aussi véritablement notre Juge.»

Pape Benoît XVI, Rencontre avec des prêtres et diacres à Brixen, Italie (6 août 2008)

Le changement climatique est de plus en plus perçu comme une question de survie pour une grande partie de l'humanité. Le quatrième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) soulève d'importantes questions éthiques, pour les chrétiens mais aussi pour tous ceux qui sont concernés par l'harmonie de la création de Dieu. Dans son rapport publié en 2007, le GIEC estime que sans la mise en œuvre de politiques de réduction importante des émissions, d'ici 2100, la température du globe pourrait grimper de 1,6 à 6,9°C au-dessus du niveau préindustriel selon le scénario et le modèle utilisés. Afin de situer les choses dans leur contexte, la dernière déglaciation – qui s'est étendue sur plusieurs milliers d'années – a été associée à un réchauffement planétaire de l'ordre de 4°C (ce qui a donné la température préindustrielle). Et la dernière fois que la température du globe a dépassé la température préindustrielle de 2 à 3°C remonte à environ trois millions d'années.

Si les changements climatiques auront de sérieux impacts en Europe, leurs effets globaux seront encore plus graves dans d'autres parties du monde. Les communautés les plus pauvres – à faible capacité d'adaptation et à forte vulnérabilité – subiront toute une série d'impacts graves. Selon le GIEC, des millions de personnes seront exposés à des pénuries d'eau et à une augmentation des sécheresses, forçant plusieurs millions d'individus à migrer vers le milieu de ce siècle. Si le réchauffement planétaire moyen venait à dépasser de 2 à 3°C la température préindustrielle, le risque d'extinction augmenterait fortement pour 30% des espèces végétales et animales. L'aggravation des dommages causés par les inondations et les tempêtes affectera des millions d'individus. Les conflits pour l'accès aux ressources en diminution (eau et nourriture) vont probablement devenir courants et mortels. Ces conséquences démontrent **la nécessité de limiter l'augmentation de la température au niveau le plus bas possible.**

Le rapport du GIEC et le rapport Stern estiment, que les coûts de l'atténuation du réchauffement planétaire sont comparativement faibles si une action immédiate est entreprise. Chaque année de report de cette action augmente les coûts de manière significative. Cependant, le fait de ne pas agir suffisamment serait non seulement déraisonnable économiquement, mais cela serait d'abord et avant tout impardonnable d'un point de vue éthique : ni les vies perdues lors des catastrophes induites par le climat ni les espèces animales et végétales disparues ne pourront être récupérées, quels que soient les moyens financiers disponibles. Plus important encore, il est pratiquement certain qu'en cas d'inaction dans les prochaines années, il ne sera plus possible d'éviter le franchissement des seuils de basculement du climat avec, à la clé, entre autres, une fonte des glaciers de l'Himalaya qui approvisionnent environ un sixième de la population mondiale en eau ou une élévation du

niveau de la mer bien supérieure à un mètre. Le déplacement nécessaire de millions d'individus qui en résulterait rend le critère financier totalement insignifiant.

L'inaction serait d'autant plus impardonnable que les mesures requises n'exigent pas des sacrifices inacceptables de la part du monde industrialisé. Elles exigent essentiellement des changements structurels réalisables et réclament de nouvelles pratiques et habitudes sociales. Leur coût financier est par ailleurs largement inférieur aux dépenses annuelles d'armement dans le monde. Par conséquent, et contrairement à ce que certains affirment parfois, la question ne se pose pas en termes de choix entre la lutte contre le changement climatique, la lutte contre la pauvreté ou la lutte contre les maladies. Au contraire, la protection du climat contribue de façon essentielle à la lutte contre la malnutrition, la maladie et la pauvreté.

Le problème écologique est avant tout un problème d'éthos public, difficile à résoudre sans contester certains modes d'organisation de la société, sans remettre en question nos manières de vivre ensemble et le système de valeurs de la société civile. Force est de reconnaître d'emblée que la culture prévalente est encore relativement inadéquate pour gérer la question environnementale. Cette inadéquation résulte essentiellement de la conviction toujours dominante que l'environnement n'est qu'un simple réservoir de ressources pour l'humanité et, à ce titre, ne relève pas du domaine de l'éthique. Cette situation n'est plus tolérable.

Un leadership politique fort ainsi que, plus profondément, **une réflexion et un débat éthiques sont nécessaires** pour convaincre les esprits mais aussi les cœurs des citoyens et rendre le changement effectif. Sur ce dernier aspect, la tradition éthique chrétienne a quelques idées intéressantes à proposer.

Ces dernières décennies, la théologie chrétienne a préparé le terrain pour une vision renouvelée de la création de Dieu et pour une perception affinée de la place et du rôle des hommes. Les théologiens ont maintes fois souligné que les êtres humains sont des éléments de la création de Dieu et n'en sont pas les maîtres. Créés à l'image de Dieu, ils doivent s'efforcer de comprendre la nature pour participer à sa vie et devenir les gardiens de la création de Dieu.

L'Eglise catholique procède constamment à une relecture de l'Evangile et de sa tradition spirituelle à la lumière des mœurs et des conventions de l'époque. Son enseignement social a évolué au cours des siècles sur la base d'un ensemble de valeurs et de principes directeurs. Ces valeurs et principes sont, entre autres, le respect de la dignité humaine, l'aspiration à une justice globale et un parti pris pour les plus démunis et les générations futures, l'application des principes de subsidiarité et de solidarité, la poursuite durable et responsable du bien commun. Ces valeurs et principes peuvent également s'appliquer à l'évaluation des politiques climatiques.

La question du changement climatique relève d'une notion de justice vis-à-vis de toute la création et plus particulièrement d'une **justice intra- et intergénérationnelle**. Aspirer à une justice globale et prendre parti pour les pauvres et les générations futures sont des valeurs essentielles de l'enseignement social catholique.

Pour les chrétiens, tous les êtres humains sont des enfants de Dieu, ce qui les amène à une conviction de profonde interdépendance. Le principe de solidarité s'inspire de cette conviction et la transpose dans la dimension éthique. Il concerne l'individu mais également des aspects collectifs: *«le devoir de solidarité des personnes est aussi celui des peuples»*,

rappelait le Pape Paul VI (*Populorum Progressio* 48). Les efforts pour améliorer ou conserver la qualité de l'environnement au Nord seront d'une maigre utilité sans un programme urgent et global d'action contre la pauvreté dans le monde. Il est capital de s'attaquer au problème du fossé croissant entre riches et pauvres. Ce qui fait actuellement défaut, c'est un leadership et une voix qui parle dans l'intérêt de ceux qui ont déjà été ou seront le plus lourdement accablés par le changement climatique: les plus démunis et les générations futures. L'Union européenne est invitée à s'en faire le porte parole.

Pour un partage équitable des droits d'émission, il est souvent suggéré que chaque être humain reçoive progressivement les mêmes droits d'émission. Concrètement, sur la base des émissions actuelles par habitant, les pays industrialisés recevront progressivement de moins en moins de droits d'émission, tandis que les pays en développement en recevront progressivement plus, jusqu'à ce que les droits d'émission par habitant soient identiques partout dans le monde, d'ici 2050. Toutefois, cette approche occulte le fait que l'atmosphère a été librement utilisée depuis le début de l'industrialisation, en particulier par l'Europe et les États-Unis. En termes d'équité, l'approche de *contraction et de convergence* ne serait donc que le minimum absolu.

Sur la base du principe reconnu des responsabilités communes mais différenciées, l'Union européenne porte une responsabilité particulière dans la lutte contre le changement climatique, non seulement à cause de l'historique du changement climatique planétaire mais aussi en raison de ses moyens technologiques et financiers et de son expérience en matière de coopération. Cette responsabilité particulière incombe à tous les pays industrialisés disposant des moyens technologiques et financiers pour lutter contre le changement climatique. Le fait que certains pays n'assument pas leurs responsabilités à l'égard des pauvres et des générations futures ne peut servir d'excuse à l'Union européenne pour ne pas introduire ses propres mesures. Ceci dit, l'Union européenne a également le devoir de déployer tous les efforts possibles pour convaincre tous les acteurs concernés de la nécessité de protéger le climat de la planète.

Il est essentiel de comprendre que **le changement climatique n'est qu'un des symptômes du caractère non-soutenable du mode de vie**, des modes de production et des habitudes de consommation qui se sont installés dans le monde industrialisé. Il est temps de se demander si le défi écologique n'est pas certes de revoir d'urgence nos méthodes de production, mais aussi et surtout d'adopter de nouveaux styles de vie, moins dépendants des biens matériels et davantage axés sur les biens culturels et relationnels. L'Église catholique et toutes les autres traditions chrétiennes sont idéalement placées pour répandre une telle évolution dans les styles de vie, par des propositions concrètes et par leurs modestes exemples.

A cet égard, la ratification par le Saint-Siège de la *Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques* et du *Protocole de Kyoto* serait un signal important pour tous les chrétiens et pour le monde. Il serait par ailleurs utile qu'une encyclique majeure consacrée aux questions environnementales rende compte des bonnes pratiques des églises en tant qu'exemple pour les autres. L'Église doit aussi montrer la voie en investissant dans des projets éthiques et durables et en développant pour ses activités économiques des concepts de responsabilité sociale de l'entreprise.

Les chrétiens vont devoir se distancer du mode de vie qui prédomine dans nos pays, trop centré sur la consommation. Il nous faut adopter une vision plus globale de la vie humaine

afin de ne pas être séduits par la poursuite d'intérêts égoïstes. Nous devons également développer une relation responsable avec les espaces dans lesquels nous vivons, par exemple, en reconsidérant notre mobilité qui, indéniablement, entraîne une consommation d'énergie élevée.

Un changement important des styles de vie devient possible si la «modération» est acceptée comme une vertu centrale. Promouvoir le concept de modération ne poursuit pas l'objectif de diminuer la qualité de vie mais plutôt de soutenir une plus grande qualité de vie et un motif plus grand de se réjouir. Il ne s'agit pas de renoncer au désir de biens matériels mais de discerner et de mieux distinguer l'essentiel du superflu. Il importe de montrer l'essence d'une véritable qualité de vie. Nous atteignons le bonheur essentiellement par de bonnes relations: avec nos frères humains, avec la création et avec notre Dieu, Créateur et Rédempteur, auteur de tout ce qui est bon.